

GALERIE POLITIQUE.

III

LE COMTE DE PERSIGNY.

[Voir les numéros 18, 19, 21 et 23.]

La France, depuis soixante ans, roule sur quatre espèces de gouvernements : la monarchie dite légitime, la république, l'empire et la monarchie constitutionnelle.

Chacun de ces gouvernements a la prétention de représenter un principe, et, à tour de ce principe, de grouper les intérêts du pays.

Quand tourne la roue de la fortune, si rapide au siècle où nous vivons, quand les péripéties d'une révolution qui paraît dominer le gouvernement ramène tel ou tel de ces régimes fatidiques, les Français se remettent à espérer.

Pour les uns, c'est l'ère de réalisations jadis interrompues.

Pour les autres, c'est un temps d'arrêt et de repos.

Ceux-ci se précipitent au-devant du *revenant* ;

Ceux-là rentrent dans leurs maisons et se préparent à subir avec plus ou moins de résignation le régime que les destins leur imposent.

Tous, en réalité, s'accrochent au temps avec une pensée diverse. Soit qu'ils fondent leur espoir sur la durée du règne, soit que cet espoir, au contraire, repose sur l'instabilité des choses humaines, et notamment sur l'instabilité des gouvernements en France, ils s'installent, de façon ou d'autre, dans l'ordre nouveau.

C'est qu'il est de communs milieux où la vie collective des Français ne cesse jamais d'exister. Sous quelque régime que nous vivions, à quelque parti que nous appartenions, nos cœurs se rencontreront toujours sur tel champ de bataille, dans tel fait, dans tel acte où se manifestera le génie national de la France.

C'est aussi, disons-le à l'honneur de tous les partis, c'est que chacun d'eux, représenté dans la forme gouvernementale qui lui est propre, apporte en France une somme de bienfaits et un cortège d'idées et de principes capables d'occuper nos imaginations ardentes.

Quand apparaît la monarchie légitimiste, les grands souvenirs du passé sortent comme des ombres majestueuses des entrailles de la patrie, et il semble que les pages brillantes de notre histoire vont se remettre à vivre. La France nouvelle n'est point ingrate envers la France du passé. La démocratie française sait ce qu'elle doit à l'aristocratie. Éprise d'unité, elle sait aussi ce que l'unité démocratique, qui nous distingue, doit à l'antique alliance de l'Église et de la monarchie.

Le retour d'un pareil régime, antipathique à l'impétieuse jeunesse, offre donc à beaucoup d'esprits sérieux et d'âmes religieuses le retour d'une vie gouvernementale conforme à leurs vœux.

Aussi la Restauration a-t-elle peut-être plutôt succombé par impuissance de réaliser son principe que pour n'avoir pas su se conformer aux tendances nouvelles.

Quand vient à son tour la monarchie constitutionnelle, la classe moyenne, si remarquable ici par ses talents politiques, littéraires et artistiques, par sa capacité scientifique, et par-dessus tout par son entente des intérêts et par ses richesses, salue le gouvernement de ses prédilections. Une liberté tempérée permet aux partis vaincus de continuer de vivre politiquement, de faire appel à la conscience publique, et qui sait ? peut-être de reprendre le timon des affaires.

Car la Révolution française quitte et reprend les monarches et les républiques à peu près comme l'Amérique dépose et réélit ses présidents.

Telle est, du moins, l'histoire tumultueuse de notre passé.

S'agit-il enfin de République ? Souvenez-vous de ce qui s'est passé en février 1848. On sait bien ce que représente la République en France. C'est avant tout l'égalité, c'est aussi la libre discussion de tous les systèmes, de toutes les utopies ; c'est l'économie dans le budget, c'est la justice rigoureuse, mais exacte, c'est la générosité dans la force, c'est une affection sincère, réelle, efficace pour tout ce qui souffre ; c'est dans les

âmes un épanouissement général de bonne volonté pour améliorer la condition physique et morale des Français.

Et, quoique la République ait pu apporter avec elle un peu de cet effroi qui s'attache à de sanglants souvenirs habilement exploités et fort mal expliqués, la France prit guiment et généralement son parti. Quoiqu'il lui en coûtât un peu de quitter des préjugés déjà enracinés, elle se disposa à la République avec cette résolution dans le bien qui, à toute heure solennelle, lui fait surmonter si magnaniment ses vices ou ses faiblesses.

Si en 1848 la République avait trouvé un gouvernement, elle vivrait encore.

Mais, lorsqu'on vit que la libre discussion dégénérait en cinq ou six cents feuilles de ruisseau, écrites en argot et bavant, comme autant de gargouilles, une encre pestilentielle et empoisonnée ; lorsqu'on vit un gouvernement, contraire à sa propre émanation, se laisser manquer de respect, en même temps qu'il manquait à sa mission ; lorsqu'on vit les factions monarchiques chargées de créer des institutions républicaines, lorsqu'on vit la guerre civile, l'égoïsme général, la transportation en masse et l'abomination gratuite et sans compensation, — la France se dégoûta de la République.

La République n'avait pas réalisé son principe. À l'instar de la monarchie légitime et de la monarchie constitutionnelle, elle périssait pour n'avoir pu suffire à ses destinées.

Tel est infailliblement en France le sort de tout gouvernement qui n'est pas conforme à son type.

M. de Persigny le sait mieux que personne, l'empire apporte. lui aussi, son principe distinct. Son type est parfaitement constitué dans l'imagination des Français. Il a des destinées spéciales, une mission propre à remplir. Il porte sur ses épaules un héritage de gloire et de puissance dont il a reçu l'usufruit à charge d'entretien.

L'idée de l'Empire appelle un gouvernement régulier et fort, une administration vigilante, active, une ossor général dans les institutions. Mais ce n'est pas tout encore.

L'Empire, c'est la force, c'est le mouvement, c'est une exhalation immense de la pensée française au dehors.

Un Français, à quelque parti qu'il appartienne, peut se résigner à la monarchie légitimiste, pourvu que les Noailles et les Montmorency ne deviennent pas des agioteurs, que le roi représente la justice et non pas le scepticisme ou l'imbécillité, et que la sainte croix n'ait pas l'air d'une fourche patibulaire à l'usage des patriotes.

(A continuer.)

Annonces.

HOTEL AMERICAIN.

WALKER & PATTERSON, Propriétaires.—(Situé au coin des rues Yonge et Front, à Toronto, H. C.) Les nouveaux propriétaires de l'Hôtel Américain, — A. B. Walker et R. W. Patterson, — font savoir à leur amis, aux nombreux patrons de l'AMERICAN-HOUSE et au public en général, qu'ils ne négligeront rien pour maintenir leur établissement à la hauteur où il a été jusqu'à présent et où il est arrivé, grâce à la supériorité de sa table, aux soins attentifs donnés aux voyageurs, à la promptitude et à la régularité du service, au prix raisonnable de la pension et à l'heureuse situation de l'hôtel, en face de la partie la plus animée de la baie, au pied de la rue la plus fréquentée de la ville, à quelques pas de la rue royale, tout près de la Poste ainsi que de la Bourse, et dans un voisinage suffisant du Palais du Parlement.

Toronto, 16 mars, 1858.

Jan 15

HOTEL RUSSELL, A TORONTO.

LE SOUSIGNÉ reconnaissant du très-grand encouragement qu'il a reçu pendant quatre ans, désire faire savoir à ses amis et au public en général, qu'il continue de diriger cet HOTEL D'UNE SI GRANDE REPUTATION et qu'il sera toujours heureux d'obtenir, comme par le passé, la vogue dont cet établissement n'a pas cessé de jouir.

21 Jan.

A. RUSSELL.

M. VIDAL, propriétaire et rédacteur-en-chef.